

Markus Schefer

Dr en droit LL.M., Professeur à l'Université de Bâle

Caroline Hess-Klein

Dr en droit, Chargée de cours à l'Université de Bâle

Droit de l'égalité des personnes handicapées



Stämpfli Editions

Table des matières

Préface	V
Liste des abréviations	XIII
Références doctrinales citées sous forme abrégée.....	XVII
Liste du droit suisse	XXI
a. Droit fédéral	XXI
b. Droit intercantonal.....	XXIV
Liste du droit international.....	XXV
Liste du droit d'Etats tiers	XXVII
Liste de la documentation	XXIX
A. Vue d'ensemble	1
B. La nécessité d'une protection et sa transposition en droit.....	3
I. La marginalisation sociale	3
II. La reconnaissance d'un droit fondamental	5
III. La protection par les droits fondamentaux et sa mise en œuvre législative.....	6
1. Le caractère ouvert de l'interdiction de discrimination selon l'art. 8 al. 2 Cst.....	6
2. La nécessité d'une mise en œuvre législative	7
a) Les expériences tirées de l'interdiction de discrimination des femmes	7
b) Les expériences tirées de la législation des Etats-Unis....	8
3. La mise en œuvre dans la LHand	9
4. Prise en considération de la CDPH	11
C. Constructions et installations	13
I. Importance de ce domaine	13
II. Champ d'application.....	13
1. Compétences fédérales.....	13
2. Bâtiments visés	14
3. Nécessité d'une procédure d'autorisation de construire.....	15
4. Applicabilité de la LHand lors de transformations partielles	16
III. Exigences matérielles	17
1. La garantie de l'accès et de l'usage.....	17
2. Les intérêts opposés	18

IV. Droits subjectifs et droit de recours	20
1. Droits subjectifs	20
a) Dans la procédure d'autorisation de construire.....	21
b) Dans la procédure civile	21
2. Qualité des organisations pour recourir et pour agir	22
3. Applicabilité directe en pratique aux constructions des cantons et des particuliers	23
V. Mise en œuvre dans les cantons.....	25
D. Transports publics	27
I. Vue d'ensemble	27
II. Champ d'application.....	28
1. Définition des transports publics	28
a) La régle comme caractéristique des transports publics ..	28
b) Concrétisation de la régle dans la loi et l'ordonnance....	28
c) Autorisation ou concession obligatoire.....	30
aa) Dans le cadre de l'art. 3 let. b LHand.....	30
bb) Dans le cadre de l'art. 3 let. e LHand.....	31
d) Résumé	33
2. Les différents prestataires de transports	33
3. Véhicules et installations soumis à la LHand.....	35
a) Deux exigences.....	35
b) Première exigence : Une accessibilité publique.....	35
c) Seconde exigence : Applicabilité d'un texte spécial du droit des transports.....	36
aa) Véhicules.....	36
bb) Equipements	36
4. Prestations visées	37
III. Exigences matérielles	39
1. Condition de la protection : l'existence d'une inégalité.....	39
a) La réglementation légale.....	39
b) Protection de l'autonomie	39
c) Protection contre la discrimination	41
2. Mesures d'adaptation nécessaires	42
a) Exigences fondamentales et leur concrétisation	42
b) Proportionnalité	43
c) Solutions de rechange	45
d) Prise en charge des coûts	47
IV. Droits subjectifs et procédure pour les faire valoir.....	47
1. Droit à l'élimination et à l'abstention	47
2. Personnes soumises à l'obligation.....	48
3. Le droit de recours des associations.....	49
a) Dans la procédure d'approbation des plans	49

aa) Prestations de transport concernées.....	49
bb) Plus particulièrement, la procédure d'approbation des plans selon l'art. 18 LCdF.....	49
b) Dans la procédure d'autorisation d'exploitation de l'art. 18w LCdF	50
c) Dans d'autres procédures.....	51
E. Prestations.....	53
I. Champ d'application.....	53
1. Aperçu.....	53
2. Notion de prestation	53
3. Fournisseurs de prestations	55
a) Remarque liminaire.....	55
b) Prestations des particuliers.....	55
c) Prestations des collectivités publiques.....	56
aa) La Confédération en tant que collectivité publique..	56
bb) Les cantons et les communes en tant que collectivités publiques	57
d) Prestations des « entreprises concessionnaires »	57
4. Portée de l'assujettissement à la LHand.....	58
5. Délimitation du champ d'application : l'accessibilité générale	59
II. Exigences matérielles	60
1. Prestations des « entreprises concessionnaires » et des collectivités publiques	60
a) Obligations préventives et ultérieures.....	60
b) Conditions et mesures requises	60
aa) Conditions	60
bb) Mesures requises	61
(1) Interdiction de créer des obstacles générateurs d'inégalités.....	61
(2) Obligation de prendre des mesures positives.....	62
(i) Principe	62
(ii) Mesures techniques et architecturales	62
(iii) Service d'aide personnelle	63
cc) Concrétisation de l'obligation d'adapter dans des dispositions spéciales	63
c) Intérêts contraires.....	64
2. Prestations des particuliers.....	64
III. Droits subjectifs et droits de recours	67
1. Prestations des « entreprises concessionnaires » et des collectivités publiques.....	67
a) Droits subjectifs	67

b) Droit de recours des organisations.....	68
2. Prestations des particuliers.....	68
a) Droits subjectifs.....	68
b) Droit de recours des organisations.....	70
F. Enseignement de base.....	71
I. Champ d'application et compétences.....	71
II. Obligations des cantons au sens de l'art. 20 LHand.....	71
1. Portée générale.....	71
2. Les réglementations en détail.....	72
III. Le Concordat Pédagogie spécialisée.....	73
IV. Le droit à un enseignement de base suffisant et gratuit selon les art. 19 et 62 al. 3 Cst.....	74
1. Champ d'application personnel.....	74
2. Champ d'application matériel.....	75
a) Contenu de l'enseignement.....	75
b) Le lieu de l'enseignement et la manière d'y accéder.....	76
c) Gratuité de l'enseignement de base.....	76
d) Droit à un enseignement spécialisé suffisant.....	77
aa) Les bases des art. 19 et 8 al. 2 Cst.....	77
bb) Détermination de la scolarité spécialisée nécessaire selon l'art. 8 al. 2 Cst.....	77
V. Exigences du droit international dans le domaine de l'enseignement scolaire de base.....	78
G. Formation et formation continue.....	81
I. Champ d'application et compétences.....	81
1. La notion de «formation et formation continue» d'après l'art. 3 let. f LHand.....	81
2. Offres de formation et de formation continue des collectivités publiques.....	82
a) Principe.....	82
b) Offres de formation et de formation continue des cantons et des communes.....	82
c) Offres de formation et de formation continue de la Confédération.....	83
aa) Le partage fédéral des compétences.....	83
(1) Principe.....	83
(2) Enseignement de base et formation professionnelle.....	83
(3) Hautes écoles.....	83
(4) Formation continue.....	84
bb) Autorités et organisations visées.....	85

(1) Principe	85
(2) Concrétisations au niveau fédéral	85
3. Offres de formation et de formation continue de personnes privées	86
II. Exigences matérielles	87
III. Droits subjectifs et procédure pour les faire valoir	88
1. Formation et formation continue offertes par une collectivité publique	88
2. Formation et formation continue offertes par des personnes privées	89
IV. Réglementations spéciales de droit fédéral dans le domaine de la formation professionnelle	90
H. Rapports de travail	91
I. Champ d'application	91
1. Rapports de travail d'après la loi sur le personnel de la Confédération	91
2. Rapports de travail de droit privé d'employeurs soumis à la LPers	92
II. Garanties matérielles	93
III. Droits subjectifs	95
1. Lors de l'engagement	95
2. Au cours et à la fin du rapport de travail	97
IV. Réglementations cantonales	98
V. Rapports de travail privés	99
Index	103